

CONTRIBUTION CITOYENNE

Rappel du mandat du panel citoyen

En tenant compte des besoins en énergie et des incertitudes technologiques, climatiques, géopolitiques, quels sont les risques à relancer ou ne pas relancer un nouveau programme nucléaire ? Comment et à quelles conditions prendre cette décision, pour le présent et les générations futures ?

Le panel citoyen aura pour mission d'explorer cette question afin d'élaborer des critères, notamment éthiques, pour guider les décisions et les modes de décision à venir sur les choix énergétiques.

INTRODUCTION

Avant d'intégrer ce panel citoyen, nous avons un faible niveau de connaissance sur le sujet de l'énergie et nous nous questionnions peu sur le nucléaire. Aussi, la grande majorité d'entre nous n'avait pas un avis arrêté sur le sujet¹.

Pour nous informer sur le sujet et répondre à la question qui nous était posée, nous avons rencontré une série d'intervenant.e.s et avons pu aborder avec eux un large éventail de thématiques (sur la notion de risques et d'incertitudes, les risques spécifiques au nucléaire comme l'accident nucléaire, le risque d'inondation, etc.)².

Nous avons également eu une présentation rapide du programme de relance par EDF en première journée, puis un temps d'échanges avec EDF pour répondre à nos questions en troisième journée.

Les rencontres avec les intervenant.e.s nous ont fait prendre conscience des risques et des incertitudes qui existent aujourd'hui autour du nucléaire, mais également de la nécessité d'une information de cette qualité pour l'ensemble de la population.

A l'issue de ces trois jours de panel citoyen, voici notre contribution citoyenne en deux parties : une synthèse collective de comment nous avons saisi, en tant que citoyens non-spécialistes et non militants, les enjeux de la relance ou non du nucléaire, par la construction de 6 nouveaux EPR 2, puis des principes auxquels nous sommes attachés pour guider la décision des parlementaires.

¹ Pour plus d'information sur le profil du groupe voir en annexe 1.

² Pour plus d'information sur le programme voir en annexe 2.

CE QUE NOUS AVONS COMPRIS DE LA SITUATION ET DES RISQUES A RELANCER OU NON LE NUCLEAIRE EN FRANCE

- Face à l'urgence climatique, la France a pris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et de sortir rapidement des énergies fossiles (qui représentent encore une part importante de l'énergie en France). Même si des efforts sont faits pour réduire le besoin en énergie globale, et sauf si nous changions radicalement notre façon de consommer, le besoin en électricité va croître.
La relance d'un nouveau programme nucléaire en France, en construisant 6 réacteurs nucléaires de type EPR2 dont les deux premiers à Penly en Normandie, qui est au cœur du débat public actuel, est présentée par EDF comme une manière de répondre aux besoins actuels et futurs en énergie électrique non-fossile.
- Aujourd'hui de grandes décisions vont être prises pour l'avenir énergétique de la France. Nous constatons que les citoyens et les décideurs ne sont pas suffisamment formés, instruits et informés sur le sujet de l'énergie en général et du nucléaire en particulier. Certains d'entre nous ont l'impression d'être enfermés dans des choix politiques déjà pris (pour le débat en cours ou plus largement les choix historiques sur le nucléaire depuis 60 ans) et dans des débats très clivés.
- A l'issue de ce panel nous avons compris que tout choix énergétique comporte des risques (ou des effets négatifs) et apporte des bénéfices, qui sont de natures différentes selon les énergies considérées. Ces bénéfices et ces risques n'impactent pas les mêmes publics. La question est donc bien de savoir quels risques nous paraissent acceptables au regard des bénéfices que nous en attendons, pour notre société actuelle ou les générations à venir.
- Quel que soit le choix de scénarios de mix énergétique retenu pour l'avenir (par exemple ceux de RTE) , nous avons réalisé qu'il y aura un effort de sobriété à faire, de manière collective (c'est-à-dire impliquant toute la société et pas uniquement les individus). Le choix de se diriger vers tel ou tel scénario dépend de notre capacité à remettre en question ou non notre niveau de consommation énergétique donc notre mode de vie et nos habitudes.
- Tout choix énergétique aujourd'hui doit intégrer les incertitudes suivantes, qui pèsent sur notre société, et qui sont impossibles à toutes prévoir et anticiper, d'autant plus qu'elles peuvent provoquer des réactions en chaîne :
 - Les incertitudes climatiques : le changement climatique est une réalité, mais sa vitesse, ses manifestations précises et ses effets sur les infrastructures et les populations sont compliqués à anticiper avec précision (précipitations et événements météorologiques extrêmes, montée des eaux etc.)
 - Les incertitudes géopolitiques (risque de guerres comme nous connaissons actuellement en Ukraine, instabilité politique, dépendance à l'égard d'autres pays et d'investisseurs privés etc.)

- Les risques terroristes et de cyber-attaques ;
- Les incertitudes technologiques (nouvelles technologies pouvant émerger, risques d'accident, etc.).
- Ainsi que d'autres incertitudes, par nature non-prévisibles (pandémies, changements sociétaux majeurs, etc.)
- L'énergie nucléaire n'est pas une technologie anodine et les décisions de relancer ou non le nucléaire en France doivent être prises avec une grande attention. En effet, nous avons été particulièrement marqués par les spécificités suivantes du nucléaire :
 - Les enjeux de temporalité : le temps important de construction des centrales et réacteurs, la durée de vie des installations (60 ans ou plus ?) et la durée de vie des déchets (jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'années de radioactivité pour les plus dangereux) ;
 - Le coût très important de la construction et du fonctionnement des centrales, pour en assurer l'usage et la sûreté, mais également les coûts financiers de démantèlement, et en cas d'accident
 - Un encadrement fort par la loi du nucléaire et l'existence d'un ensemble d'institutions en charge d'expertise et d'autorisation très organisé (ASN/ IRSN).
 - Le rôle crucial d'EDF, comme opérateur unique, très lié à l'Etat.
 - La forte dangerosité en cas d'accident nucléaire (et des déchets), pour la santé, l'environnement et le territoire, et le caractère irréversible de certains dommages
 - La perte du savoir-faire en France. De manière générale, nous avons l'impression que les matériaux d'aujourd'hui sont plus fragiles que ceux d'hier.
 - L'information qui nous parvient est très imparfaite, parfois simpliste, partielle et clivante alors même que l'expertise existante est plurielle. Cette situation nous donne le sentiment « qu'on ne nous dit pas tout ».
- Au regard des spécificités que nous venons de citer, nous affirmons que les risques du nucléaire et de sa relance ne sont pas de même nature que les enjeux à se priver de la relance du nucléaire. Le risque d'accident nucléaire, même très peu probable, n'est pas comparable terme à terme avec les inconvénients possibles des ENR (discontinuité de l'énergie, difficulté de stockage, risque de ne pas produire assez d'énergie face aux besoins).
- Nous tenons à rappeler l'importance à avoir des garde-fous au nucléaire, notamment à travers des agences d'expertise indépendantes.

ALORS, A QUOI ATTACHER DE L'IMPORTANCE POUR PRENDRE CETTE DÉCISION DE LA RELANCE OU NON DU PROGRAMME NUCLEAIRE ?

Quelle que soit la décision qui sera prise, nous estimons importants que les décideurs prennent en considération les principes et les critères suivants ;

Reconnaitre la santé des populations et la protection de l'environnement actuels et futurs comme un principe cardinal

Concernant le nucléaire à venir, si le choix est fait de le relancer, mais également sur le nucléaire actuel, il est important de :

- Appliquer le "quoi qu'il en coûte" en matière de sûreté nucléaire. La préservation de la vie humaine et l'environnement est une valeur fondamentale. Il ne faut pas sacrifier la sûreté pour des raisons économiques. Le coût dédié à la sûreté doit être pensé dès le début du lancement d'un projet de centrale. Certains membres du groupe s'interrogent sur le caractère réaliste de ce principe. La société est-elle vraiment prête à se priver d'une industrie efficace sous prétexte que certains de ses risques potentiels sont dommageables ?
- Etendre le périmètre de protection et d'évacuation, pour protéger encore plus la population en cas d'accident en s'alignant sur les retours d'expériences d'autres pays (notamment suite à l'accident de Fukushima), en s'assurant que la population est bien préparée en pratique à cette évacuation.
- Plus largement, la prévention concernant les risques de la radioactivité sur la santé et les façons de s'en protéger ne doit pas s'arrêter à l'échelle locale mais doit être élargie à l'échelle nationale.
- **Cette préoccupation pour la santé et l'environnement doit concerner les générations passées (surveillance et prise en charge des travailleurs soumis aux radiations) ainsi que celles actuelles et futures (travailleurs et population).**

Ne pas dépendre d'une seule technologie pour faire des choix adaptables dans la durée et réversibles

Il est important que les générations futures ne soient pas dépendantes de nos choix et puissent prendre des décisions différentes.

Il nous paraît donc nécessaire de développer en même temps les énergies renouvelables pour atteindre un mix énergétique équilibré, qui ne repose pas que sur le nucléaire permettant à la génération prochaine de réduire la part du nucléaire dans son mix électrique ou bien même de décider de sortir du nucléaire.

Aussi, il faut pouvoir continuer la recherche et encourager les échanges au niveau international pour développer des technologies alternatives au nucléaire – mais

également aux EPR (comme le nucléaire en mer par exemple) tout en prenant compte les spécificités nationales.

Renforcer l'expertise et favoriser la coopération internationale

Ce renforcement des capacités d'expertise sur le nucléaire doit passer par la prise en compte de l'ensemble des risques et des incertitudes possibles, ainsi que leurs coûts en termes de prévention ou de réparation.

Par exemple, ça pourrait être le rôle de l'IRSN d'analyser et d'évaluer ces coûts dans son expertise.

Aussi, les échanges au niveau international doivent permettre des retours d'expérience en matière de sûreté nucléaire.

Informar la population de manière non-infantilisante et transparente pour qu'elle puisse participer pleinement à la décision de relancer ou non le nucléaire en France

Avec ce panel citoyen, nous avons eu l'occasion de prendre connaissance d'une diversité d'informations. Dans ce contexte, nous nous sommes rendu compte de l'importance de disposer d'information de qualité sur ces questions qui sont majeures pour notre présent, mais aussi pour notre futur.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'avoir beaucoup plus de transparence et d'information, mais aussi de prévention sur les risques potentiels du nucléaire (accidents, impacts sur l'environnement, y compris non radioactifs comme les rejets thermiques, les déchets liés à la production de l'énergie nucléaire, etc.).

Cette information doit concerner le nucléaire actuel et futur, et doit être la plus complète possible et non infantilisante. Elle doit concerner à la fois la population française dans son ensemble et la population vivant à proximité d'une installation nucléaire existante et future.

Avoir une information complète, transparente et non-infantilisante est une condition essentielle pour créer de la confiance entre les citoyens et les décideurs sur le nucléaire !

Faire participer la population aux choix et assurer l'existence de contre-pouvoir

Nous faisons le constat que nous n'entendons pas assez aujourd'hui la voix des habitants dans les décisions et dans les débats sur le nucléaire.

Or, impliquer davantage les citoyens dans la décision permettra de :

- Amener des avis qui sortent des positions trop clivantes (pour et contre) qui monopolisent aujourd'hui le débat ;
- Maintenir un contre-pouvoir citoyen face aux gouvernants et exploitants ; notamment pour les « forcer » à anticiper davantage et de communiquer une information transparente
- Donner des idées complémentaires et surtout un autre regard aux experts qui ont aujourd'hui une vision trop technique car spécialiste du sujet, en multipliant les formats de participations de citoyens comme ce panel

Le groupe n'a pas tranché sur la meilleure manière d'associer la population démocratiquement à ces discussions et choix. Certains estiment que le référendum d'initiative citoyenne serait une manière de toucher tous les citoyens, alors que d'autres estiment que le résultat – et la manière de poser le sujet- serait trop manichéen au regard de la complexité des enjeux.

Engager une sobriété au niveau collectif et individuel de manière démocratique et juste

Les efforts de sobriété doivent être faits par tous et répartis entre individus, entreprises, et gouvernants. Aussi, il faut faire systématiquement le choix de production le moins énergivore et consommateur de ressources, ce qui va exiger des changements drastiques dans les modes de production et de consommation.

Nous nous sommes interrogés sur la capacité de la société à sortir du modèle consumériste dans lequel nous sommes aujourd'hui. Certains membres du panel considèrent que la société n'est pas prête à sortir de ce modèle. Dans le temps qui nous était imparti, nous n'avons pas réussi à nous accorder sur comment réussir cette sobriété (Faut-il imposer des quotas minimum et maximum de consommation d'énergie par exemple ? Miser sur l'incitation ou bien sur la coercition ?)

Nous nous sommes accordés sur deux principes. Le premier porte sur la justice sociale : il est important de maintenir un prix égal de l'énergie sur tout le territoire national, et même dans un scénario où la production d'énergie est décentralisée.

Le second est l'importance de faire de la sobriété et de la juste répartition des efforts un choix de société débattu démocratiquement.

Savoir renoncer à la relance du nucléaire si les risques que cela fait peser aux générations futures sont trop forts (sanitaires, dangerosité, coût incontrôlé)

Ce dernier critère, par son caractère radical, a fait débat entre nous.

Une partie du groupe considère qu'il faut être prêt à renoncer à relancer le nucléaire, si nous ne sommes pas sûre d'être capables de maîtriser et d'assumer les conséquences (sur la santé, l'environnement) ou le financement à long terme (qu'il s'agisse de la gestion des déchets produits ou de la situation post-catastrophe, notamment). Plus généralement, ces participants insistent sur la nécessité à renoncer à construire des infrastructures, dont nous ne sommes pas sûrs que nous soyons capables d'assumer les conséquences ou le financement à long terme.

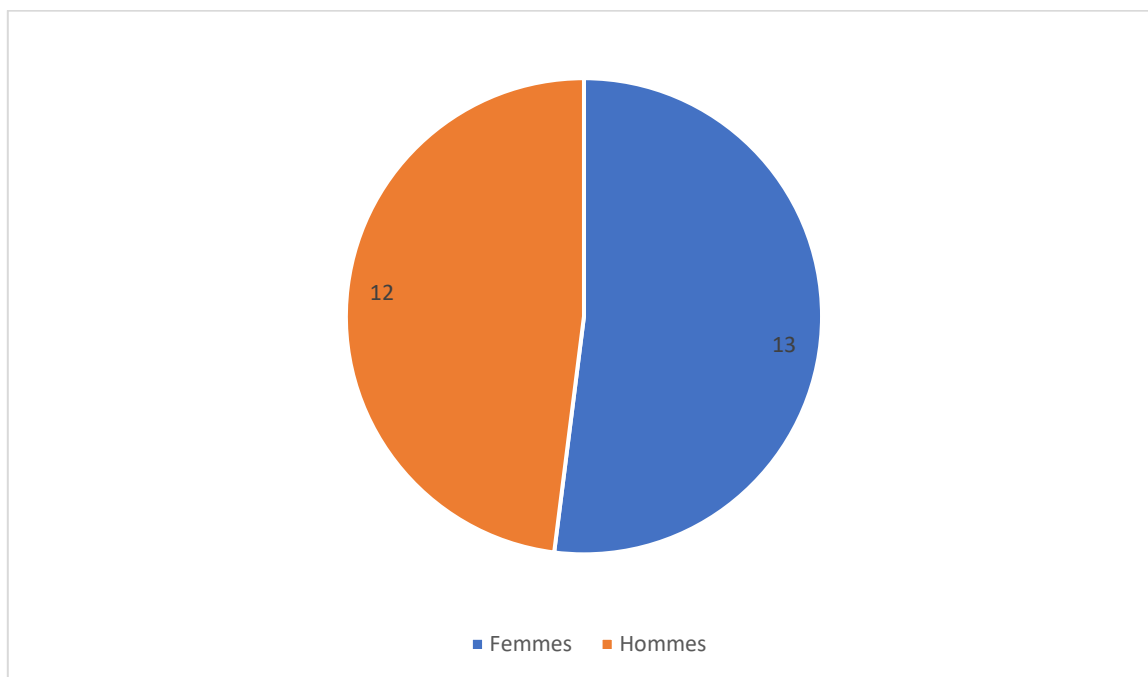
Une autre partie du groupe s'interroge sur le caractère réaliste de ce critère, en particulier au regard de la difficulté de qualifier les conséquences du nucléaire. Elle souligne le risque que cela ne vienne freiner l'innovation en matière de nouvelles technologies.

ANNEXES

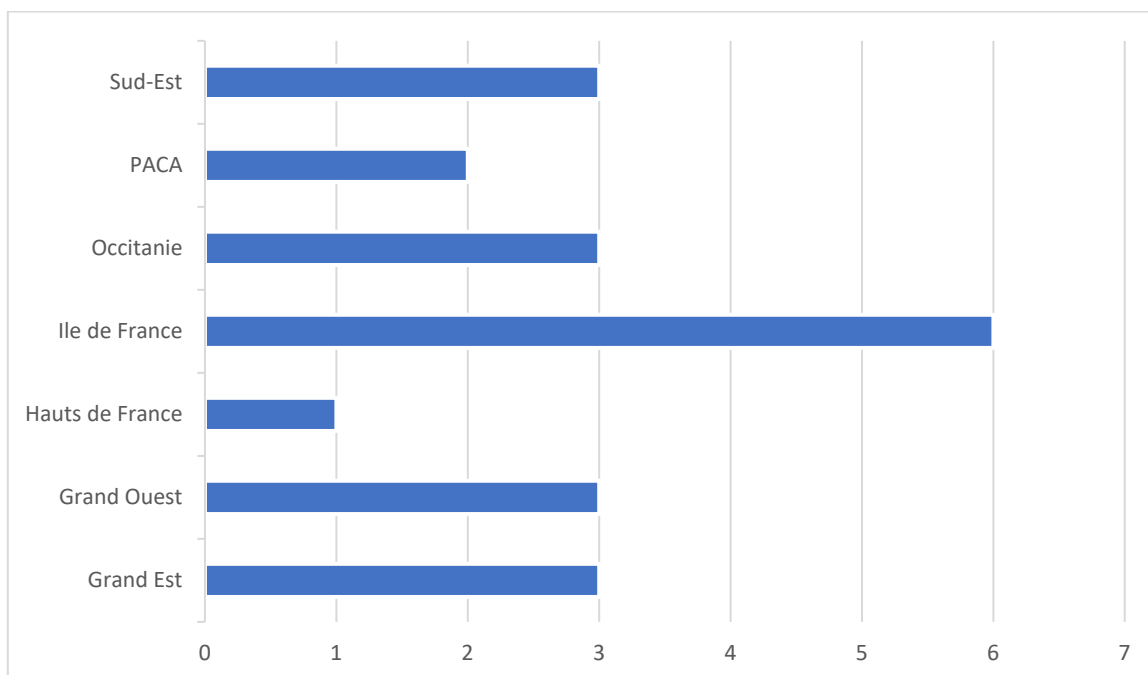
Annexe 1 : Retour sur le profil du groupe

REPARTITION EN TERMES DE GENRE

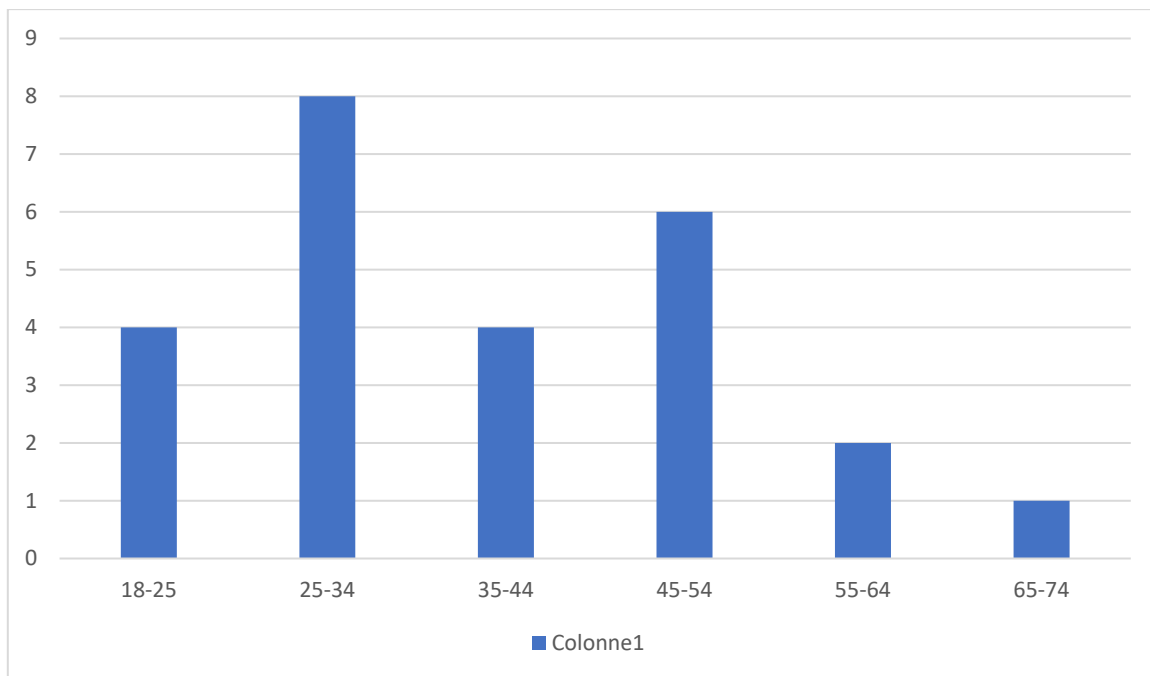
Une parité quasi-exacte avec 12 hommes et 13 femmes.



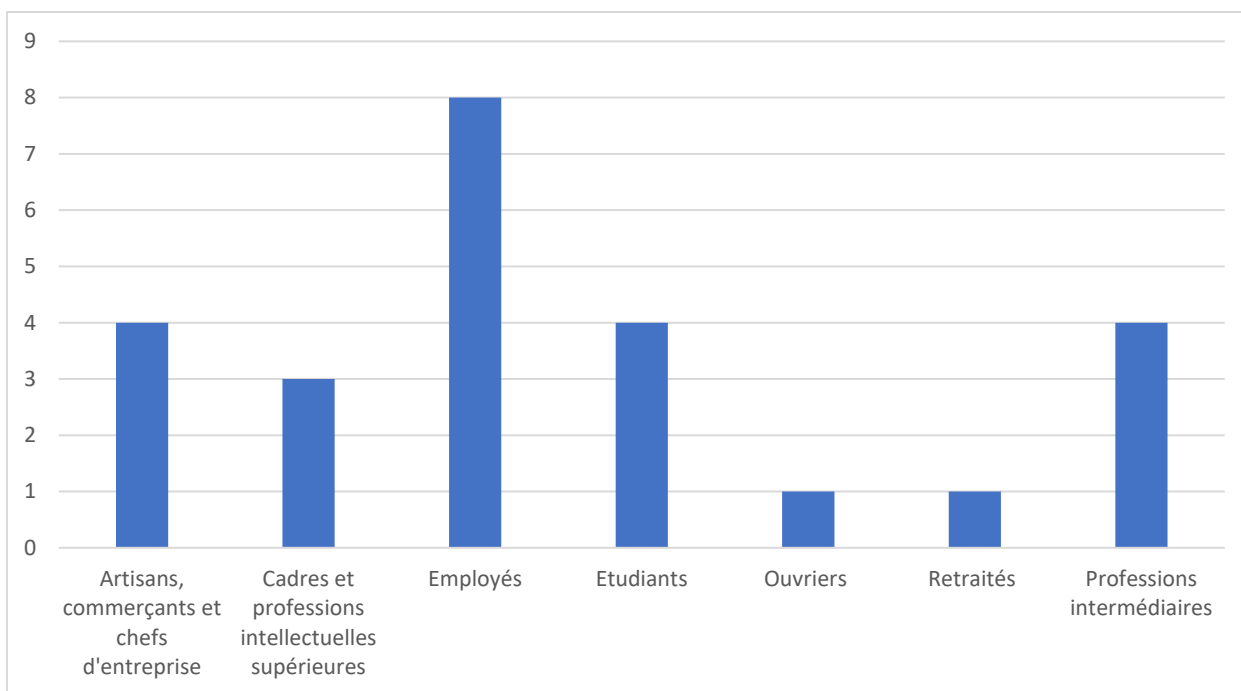
ORIGINES GÉOGRAPHIQUES DES PARTICIPANT.E.S



TRANCHES D'ÂGE DES PARTICIPANT.E.S

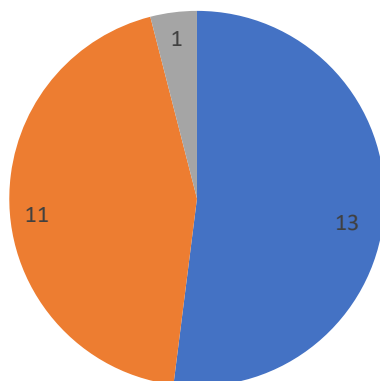


DIVERSITE EN TERMES DE PROFESSION



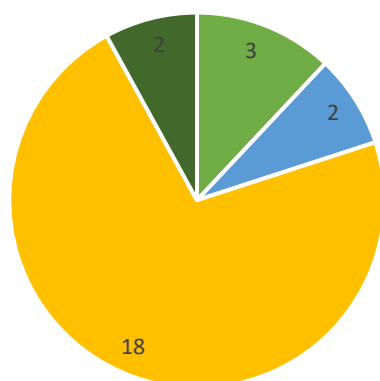
UN PANEL GLOBALEMENT COMPOSÉ DE NON-EXPERT.E.S DU SUJET ET N'AYANT PAS D'AVIS FIGÉS SUR LE SUJET

Sur le sujet du nucléaire et de la relance d'un programme nucléaire, diriez-vous que vous avez un avis ?



■ Pas d'avis figé ■ Plutôt un avis mais je suis prêt à en changer ■ Un avis déjà très ferme

Concernant l'énergie nucléaire et les enjeux de ce débat public, vous diriez que c'est un sujet que



■ Je connais bien ■ je connais assez bien ■ Je connais un peu ■ je connais pas du tout

Annexe 2 : Programme des trois journées

SEQUENCE 1 : SAMEDI 7 JANVIER DE 10H00 A 19H00

Horaires	Séquences
	Accueil dès 9h30
10h	Ouverture et premiers échanges
10h40	Présentation du débat public, du rôle du panel citoyen et de la question posée, par la Commission Particulière du Débat Public et EDF
11h30	Pause
	<u>Temps d'information 1 : risques, incertitudes et vulnérabilités</u>
11h45	Intervenant.e.s : Adeline Barbin, docteure en philosophie Olivier Borraz, Directeur de recherche au CNRS.
13h	Déjeuner à l'hôtel
14h30	échanges entre les participants du panel
15h30	Pause
	<u>Temps d'information 2 : les risques spécifiques au nucléaire. Focus sur le risque d'accident nucléaire</u>
15h40	Intervenant.e.s : Valérie Arnhold, chercheuse associée Reiko Hasegawa, Sciences Po, M�dialab Gauthier Fontaine, doctorant en philosophie des sciences
17h30	Echanges entre les participants du panel
19h	Promenade guidée/ temps libre
20h30-22h	Diner dans un restaurant à proximité et retour à l'hôtel à pied

SEQUENCE 2 : DIMANCHE 8 JANVIER DE 8H30 A 17H00

Horaires	Séquences
8h30	Ouverture et présentation du programme de la journée
	<u>Temps d'information 3 : le cas du risque d'inondation dans la sûreté nucléaire</u>
9h	Intervenant.e.s : Claire-Marie Duluc, Adjointe au Chef du Service de caractérisation des sites et des aléas naturels, Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire Michael Mangeon, docteur en sciences de gestion, chercheur associé UMR 5600 environnement ville société
10h30	Pause
10h50	Echanges entre les participants du panel
13h	Déjeuner
14h	<u>Intervention / temps de réflexion</u> Intervenant : François Graner, physicien au CNRS et éditeur du dossier « l'électricité nucléaire : questions ouvertes et points de vue » dans la revue « reflets de la physique ».
15h	Pause
15h15	Synthèse collective et projection vers la séance 2
16h45 – 17h	Clôture

SEQUENCE 3 : SAMEDI 21 JANVIER DE 8H30 A 17H00

Horaires	Séquences
8h30	Ouverture, préparation de l'échange avec EDF et lecture de la première version de leur contribution.
9h45	Echange avec Antoine Ménager, Directeur du débat public EPR2 chez EDF
10h45	Pause
11h	Temps d'information sur la notion de critères éthiques Intervenante : Marie-Christine Zélem, anthropologue des techniques et du développement et sociologue de l'environnement et de l'énergie
12h30	Déjeuner
13h30	Consolidation collective de leur contribution au débat public
16h45 – 17h	Clôture